

Conseil national – 13 octobre 2017

Introduction – Isabelle de Almeida

Cher·e·s camarades,

Il y a un mois, nous étions réunis ici, à la veille de la Fête de l'Humanité, deux jours après la première mobilisation nationale contre les ordonnances réformant le code du travail : nous avons caractérisé la politique de Macron comme une politique de droite au service du patronat, de la finance. En un mot, au service des riches et nous avons décidé d'engager notre campagne contre la politique du gouvernement, contre les ordonnances, pour imposer des reculs et construire des solutions alternatives.

Un mois après, force est de constater que notre appréciation de cette politique se confirme :

- Avec la présentation des budgets, celui de l'État et celui de la Sécurité sociale : un budget fait par des riches, pour des riches.
- Avec la montée du mécontentement, de la colère dans le pays, un mouvement de riposte qui grandit, s'élargit à de plus en plus de secteurs, contre les ordonnances et la politique de casse sociale.
- Avec, dans l'opinion publique, une prise de conscience du caractère inégalitaire, des injustices sociales et fiscales, des projets du Président. Le « *et de gauche, et de droite* », cette soi-disant « modernité » prend du plomb dans l'aile, et c'est « le président des riches » qui s'affiche avec arrogance et mépris envers les salarié·e·s en lutte, les catégories populaires. Un mépris de classe, en somme.

Dans cette période où le clivage gauche-droite se réaffirme, où la question de l'unité, des convergences grandit, nous avons à investir de manière offensive cet espace à gauche pour faire monter les batailles et les solutions alternatives.

C'est dans ce contexte que nous avons à déployer une campagne permettant de faire converger les luttes contre cette politique de droite et faire grandir l'exigence d'entrer dans une nouvelle phase de progrès social pour contrer la politique libérale et autoritaire de Macron.

Une politique faite par des riches, pour les riches

Cette appréciation est partagée largement, même par la presse plutôt complaisante avec Macron, suite à la présentation, le 27 septembre, des projets de budgets, tant les chiffres parlent d'eux mêmes.

Contestée par la majorité des Français·e·s, la mesure visant à réduire le périmètre de l'ISF – privant l'État de plus de 3,2 milliards d'euros – fait l'effet d'un électrochoc dans l'opinion. Quelles que soient les catégories mobilisées, c'est à chaque fois ce cadeau fait aux grandes fortunes qui est comparée avec la baisse des APL, du financement du logement social, des dotations aux collectivités locales, la suppression des contrats aidés, la hausse de la CSG. Il y a de la colère, car l'idée grandit que la suppression de l'ISF, c'est nous qui allons la payer !

Pour tenter de maquiller le caractère inégalitaire de ce budget, des députés d'En marche ! vont déposer un amendement pour taxer les signes ostentatoires de richesse : voitures de luxe, yachts, mais la recette de cette taxe avoisinerait seulement les 50 millions d'euros, à comparer à la perte de 3,2 milliards. C'est de l'enfumage !

L'objectif des budgets 2018

L'objectif est de réduire de 60 milliards d'euros la dépense publique en 5 ans. La sphère sociale contribuera à hauteur de 25 milliards, dont 15 milliards sur l'assurance maladie et 10 milliards sur l'assurance chômage. La participation du budget de l'État s'élèvera à 22 milliards et celle des collectivités territoriales à 13 milliards. C'est la transformation de l'ensemble de la structure des prélèvements fiscaux et sociaux qui est à l'œuvre. Enfin, le projet de budget 2018 table sur un taux de croissance de 1,7 % que les aléas de conjoncture et la persistance d'un chômage de masse pourraient rendre plus qu'incertain, malgré les estimations de prévisionnistes.

Pour 2018, les économies à réaliser seront de 15 milliards d'euros. Une importante baisse de la fiscalité sur l'investissement privé est programmée, aux fins officielles de favoriser l'emploi. Comme ses prédécesseurs mais en grossissant le trait et en accélérant l'allure, ce budget repose sur la conviction que les cadeaux aux investisseurs feront la croissance de demain et les emplois d'après-demain. L'expérience nous montre qu'il y a loin de la coupe aux lèvres !

Même le FMI et l'OCDE ont fait la démonstration que les cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches ne favorisent pas la croissance mais, qu'au contraire, c'est par des politiques réduisant les inégalités que la croissance peut être soutenue.

Les couches populaires vont ainsi subir une hausse de leurs prélèvements fiscaux de 1,2 milliards d'euros au titre de l'augmentation des taxes indirectes sur la consommation. S'ajoutent la hausse de la CSG et la baisse des APL. Elles subiront le rationnement supplémentaire des services publics et de l'assurance maladie, conséquence de la réduction de la dépenses publique, dont 3 milliards pour les collectivités territoriales, 7 milliards pour le budget de l'État et 5 milliards pour celui de la protection sociale.

La campagne menée par OXFAM, s'appuyant sur une étude de l'OFCE sur l'impact de la politique fiscale du gouvernement, met en exergue deux chiffres : les 10% de ménages aux revenus les plus élevés vont gagner 1487 euros par an, contre un gain de 81 euros pour les 10% des ménages les plus pauvres. Si l'on tient compte des annonces sur les baisses des prestations sociales, cette catégorie de la population perdrait 337 euros.

Par contre, pour les détenteurs de capitaux et les entreprises, c'est Byzance ! Les premiers bénéficieront d'une aubaine fiscale de 5,5 milliards d'euros. Cette même provient, d'une part, de la baisse, voire de la suppression de l'ISF pour ne conserver qu'un impôt sur la fortune immobilière. De l'autre, elle vient du prélèvement fiscal unique qui soumet à un taux unique de 30% l'ensemble des revenus du capital des ménages. Les entreprises, elles, verront leur contribution fiscale baisser de 5,9 milliards d'euros (réduction de l'impôt sur les sociétés, montée en charge du CICE...).

Pourtant, ces derniers jours, le comité de suivi du CICE a rendu un rapport plus que mitigé sur ses effets sur l'emploi : de l'ordre de 100 000 emplois sauvés ou créés : on est loin de l'objectif de 210 000 emplois mis en avant par le gouvernement et encore plus loin du million d'emplois

brandit par le Medef. D'ici 2018, la facture de ce dispositif avoisinerait les 100 milliards d'euros ! Une facture salée pour une inefficacité sociale et économique avérée.

Alors qu'on apprend que 300 milliards d'euros sont détenus dans des paradis fiscaux par des ménages français, rien n'est annoncé pour lutter contre l'évasion fiscale. Au contraire, c'est la fin de la mission de la cellule fiscale et la suppression de plus de 16 000 postes au ministère des Finances.

L'entreprise de casse de notre modèle social trouve sa quintessence dans la transformation en profondeur de la structure des prélèvements fiscaux et sociaux, avec pour cibles prioritaires la protection sociale et les collectivités territoriales. Ainsi, la suppression de la taxe d'habitation – en plus d'être un marché de dupes – traduit la volonté de mise sous tutelle par l'Etat des collectivités territoriales qui seront soumises, comme l'ensemble des administrations publiques, aux nouvelles règles de gouvernance.

Le basculement de points de cotisations sociales vers l'impôt (CSG) participe de la même logique. En accélérant la déresponsabilisation sociale des entreprises, il s'agit de faire disparaître, à terme, le financement de la protection sociale par des cotisations prélevées sur la richesse créée pour assurer par l'impôt un socle minimum de garanties et transférer le reste à des assurances privées.

Dans ce projet de budget, ce sont aussi des baisses annoncées dans les budgets du logement, de l'emploi, avec la suppression de 120 000 contrats aidés, mais aussi des coupes dans les budgets de l'enseignement supérieur, des hôpitaux, du sport, du droit des femmes, des transports, ... Est également annoncé un plan de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires, dont 70 000 dans les collectivités locales, ce qui va déstructurer les services publics locaux et nationaux.

L'exemple de la politique annoncée dans la stratégie logement du gouvernement est significative de la volonté de dynamitage du modèle français du logement social :

- suppression brutale de 130 millions d'aides à la pierre cet été ;
- baisse de l'APL de 5 euros, depuis le 1^{er} octobre, pour 6,5 millions de foyers ;
- mise en place d'un bail dit de « mobilité » d'un à dix mois, qui plongera dans l'insécurité les personnes précaires, et remise en cause du bail tous les 6 ans pour l'ensemble des locataires.

La baisse des APL, qui devra être compensée par la baisse des loyers en secteur social, va priver les bailleurs sociaux de ressources pour la construction et l'entretien des logements, voire va mettre dans le rouge certains organismes, laissant le terrain libre aux regroupements et aux prédateurs privés, nous éloignant encore plus du droit au logement pour tous.

Quant à la politique industrielle, Macron poursuit la politique qu'il avait mise en place alors qu'il était ministre de l'Économie. Il ne s'agit pas d'opérations au coup par coup, mais bien d'une stratégie catastrophique qui, dans des secteurs clefs, sous couvert de créer de soit-disant Airbus de l'énergie, du rail, ... font passer des fleurons industriels sous pavillon étranger. Les exemples récents sont révélateurs : les chantiers navals STX passent sous contrôle italien, Siemens prend, dans les faits, celui d'Alstom. Pourtant, si Bruno Le Maire avait choisi de mettre en œuvre l'option d'achat de l'État sur le capital détenu par Bouygues dans son capital, l'État serait devenu le premier actionnaire d'Alstom avant son absorption par Siemens. Cela aurait aussi pu changer la donne, lors de l'absorption de sa branche énergie à Général Electric qui avait pris l'engagement de

créer mille emplois d'ici 2018. C'est l'inverse qui s'est produit. Une autre stratégie industrielle de l'État aurait pu permettre de réexaminer les décisions et de peser vraiment sur les choix stratégiques ultérieurs d'un éventuel nouvel ensemble. Nos députés, par la voix de Fabien Roussel, et nos sénateurs, par celle de Pierre Laurent, ont interpellé le Premier ministre sur ce point. Une commission d'enquête a été demandée. La réponse du gouvernement, avant-hier, est révélatrice de sa logique : se plier aux diktats des grands groupes, ici, Siemens.

Plutôt que de se désengager, la puissance publique doit reprendre la main sur les industries stratégiques pour notre pays, y compris par des nationalisations partielles ou totales, pour imposer des choix politiques guidés par l'intérêt industriel de la France, avec le concours des salarié·e·s et des citoyen·ne·s représenté·e·s par leurs élu·e·s.

Dans cette même période, au nom de lutte contre le terrorisme, c'est l'état d'urgence qui bascule dans le droit commun, malgré les alertes de l'ONU et l'opposition à ce projet liberticide des associations, des syndicats et des élu·e·s de gauche, dont les parlementaires communistes.

Les projets de réformes institutionnelles qu'Emmanuel Macron veut engager (Parlement, réforme de l'État, des collectivités locales) indiquent une conception autoritaire et centralisatrice du pouvoir.

En effet, ce président se veut celui des « transformations profondes de notre société » comme il se plaît à le dire dans un long entretien donné dans un hebdomadaire il y a quelques semaines, transformations qui aujourd'hui font plutôt penser aux politiques menées par Reagan, Thatcher, avec un régime à la fois très libéral et autoritaire.

D'autres réformes s'engagent dans la même logique, avec une volonté d'aller vite.

- Celle de l'enseignement supérieur où le contrat de réussite étudiante va être dévoilé après plusieurs séances de rencontres avec les organisations syndicales du personnel et des étudiant·e·s et qui peut remettre en question notre modèle d'accès à l'université.
- Celle des retraites, avec une loi cadre courant 2018, avec le projet de la fin des régimes spéciaux et la mise à mal du régime par répartition.
- Celles des futures réformes de l'apprentissage, de la formation professionnelle et de l'assurance chômage, avec la présentation d'une loi au printemps 2018. Hier et aujourd'hui, le Président reçoit les syndicats patronaux et de salarié·e·s pour lancer la consultation sur ce qu'il appelle le volet protecteur de son projet pour les salarié·e·s, les jeunes.

Déjà des pistes sont évoquées. Sur l'assurance chômage, avec l'élargissement de l'indemnisation aux indépendants et aux démissionnaires, le risque est grand de voir les montants et durées des indemnités réduits. Se profile aussi la fin de la gestion paritaire qui est avancée avec une forme d'étatisation. C'est le sujet qui suscite le plus d'inquiétude.

Concernant l'apprentissage, le gouvernement affiche sa volonté d'orienter plus de jeunes vers ce type de formation et de donner plus de pouvoir aux entreprises pour définir les cartes des formations, en lien avec les régions, avec le risque d'affaiblir les lycées professionnels.

La formation professionnelle quant à elle serait transformée mais, à ce jour, je n'ai pas trouvé plus d'éléments.

Le gouvernement veut tenir son agenda, mais il rencontre des difficultés.

La montée des mécontentements et des mobilisations dans le pays

Une multitude de mobilisations, d'actions de protestations se lèvent dans le pays contre la politique du gouvernement qui se développent depuis un mois dans le pays.

À tel point, que le gouvernement « cherche une voix de gauche » pour rééquilibrer une expression politique qui penche trop à droite, mais à en croire les conclusions de son dernier séminaire, c'est plus la posture que sa politique qui pourrait changer.

Macron qui annonçait, fin août, en présentant les ordonnances pour réformer le code du travail, qu'il avait un consensus autour de ce projet, avait certainement fait le pari de la vitesse avec la procédure par ordonnances. Pari aussi d'une division du mouvement syndical.

Au contraire, les manifestations du 12 septembre, puis de celle du 21 ont rassemblé de nombreux manifestants avant le Conseil des ministres qui a validé les ordonnances. Celles-ci seront ratifiées le 20 novembre par le Parlement. Depuis, le front syndical s'est élargi avec la participation de fédérations et d'unions départementales de FO, de la CGC, ainsi que de la CFDT.

À noter aussi l'action des syndicats des transports a abouti à une victoire sur leurs revendications concernant leur primes.

C'est la base syndicale des deux confédérations FO et CFDT qui a poussé leurs directions à s'asseoir lundi soir autour de la table des discussions avec l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse.

Certes, il n'en est pas sorti la décision de lancer ensemble une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle pour l'instant, mais le rendez vous est pris d'une nouvelle rencontre le 24 octobre afin d'échanger sur la suite de l'agenda social, sur l'ensemble des réformes sdu gouvernement afin d'envisager une journée d'action intersyndicale.

La CGT a quant à elle annoncé une nouvelle journée de mobilisation le 19 octobre, jugeant que le combat contre les ordonnances devait se poursuivre et s'amplifier, s'appuyant sur la contestation dans l'opinion publique et dans les entreprises.

La journée d'action unitaire de la fonction publique du 10 octobre a été marquée par une forte mobilisation – 400 000 participants – avec des taux de grévistes significatifs dans l'Éducation nationale, une forte mobilisation des agents hospitaliers, l'appel à l'action des médecins hospitaliers, la présence aussi du privé, des agents de Pôle emploi pour défendre les services publics. On notera aussi le caractère unitaire de cette mobilisation, ce qui ne s'était pas produit depuis 10 ans.

Le 16 octobre, les syndicats de la Fonction publique rencontreront le ministre Darmanin pour faire valoir leurs revendications. Ils annoncent déjà que si les réponses ne n'étaient pas à la hauteur, des suites à cette journée pourraient être envisagées. La rencontre intersyndicale du 24 octobre entre tous les syndicats abordera certainement ce sujet, parmi d'autres.

Ce sont aussi les retraité·e·s qui, le 18 septembre, se sont mobilisé·e·s en nombre dans plus de 60 départements pour la revalorisation des pensions et pour protester notamment contre la hausse de la CSG qui va impacter les retraites de plus de 1200 euros.

Cet après-midi, la fédération CGT de la métallurgie appelle à manifester devant le siège de l'IUMM, le syndicat patronal, pour défendre leur convention collective et remettre plus de 50 000

pétitions. Une délégation du PCF s'y est rendue.(avec Pierre Laurent, Aymeric Seassau, Igor Zamichiei, et Fabien Gay).

Concernant les ordonnances, une récente enquête montre que seuls 4 français sur 10 se disent bien informés, ce qui signifie que le travail d'explication est à poursuivre. 65 % s'y disent opposés, soit une hausse de 7 points par rapport à fin août. L'encadrement des indemnités prud'homales est l'une des mesures les plus contestées. Nombreux sont celles et ceux qui pensent que cela va réduire le pouvoir des syndicats, dégrader les conditions de travail. Une très large majorité estime aussi que cela n'aura pas d'effet positif sur le chômage et l'économie.

La mobilisation grandit et s'organise contre la baisse de l'APL et la casse du logement social.

Le congrès du mouvement HLM, il y a quelques semaines, a été un moment fort d'expression des inquiétudes, des protestations. Cela a également été l'occasion du lancement de mobilisations de la part des organisations de locataires, d'élu.e-s dont les communistes, et des bailleurs sociaux. Un appel pour le logement social a été lancé et, demain après-midi, un collectif de plus 70 organisations appelle à des rassemblements devant les mairies dans plusieurs villes. Une délégation du PCF se rendra au rassemblement devant l'hôtel de ville de Paris. Ian Brossat s'y exprimera en tant qu'adjoint à la maire.et d'autres initiatives vont se tenir sur cette bataille.

Des actions contre la suppression des contrats aidés s'organisent un peu partout dans le pays à l'appel de syndicats d'enseignants – l'école est touchée par 23 000 suppressions–. De nombreux élu.e-s sont mobilisé.e-s, dont des élus communistes. Ces protestations prennent des formes diverses : rassemblements, motions votées dans les collectivités locales,... Le monde associatif s'implique également, par exemple avec la pétition des grandes organisations de solidarité. Le collectif des associations citoyennes appelle à une journée sans association le 18 octobre et à des rassemblements. En Martinique, syndicats et élu.e-s rassemblés ont réussi, par leur mobilisation, à gagner le maintien de 3 000 contrats aidés. À noter qu'au sein de l'Assemblée Nationale, a été créée une commission d'enquête sur les contrats aidés dont Marie-George Buffet est co-rapporteuse. Nous pourrions réfléchir à des initiatives à prendre localement, nationalement...

Vent de protestation, aussi, du côté des élus locaux,de gauche mais aussi de droite, face à la suppression de la taxe d'habitation, au pacte qu'impose le gouvernement de baisse des dépenses à plus de 319 collectivités,à la suppression des contrats aidés,à la diminution voire la suppression de certains dispositifs : fonds d'urgence pour les départements, compensation de transferts pour les régions et aux incertitudes sur la réforme des collectivités (fusion, métropolisation,...).

D'ailleurs, les résultats des élections sénatoriales expriment en partie le désaveu des élus locaux envers la politique du gouvernement. Macron, qui voulait voir son influence grandir à la Haute assemblée, voit ses espoirs douchés puisque le groupe LREM perd des sièges. C'est LR qui en sort renforcé.

Puisque j'en suis à parler des élections sénatoriales, l'enjeu était grand pour le Parti communiste. En effet, 16 sièges sur 18 étaient renouvelables, l'existence du groupe CRC était menacée. Au final, ce sont 12 sièges qui ont été gagnés, cela n'était pas écrit à l'avance. Permettez-moi de féliciter celles et ceux qui ont été élu.e-s et de remercier les sortant.e-s, pour le travail effectué. Ce travail quotidien, l'engagement de nos élu.e-s dans les luttes, l'implication des fédérations dans la campagne, ne sont certainement pas étrangers au fait que le total des voix obtenues par nos listes a souvent dépassé dans beaucoup de départements le nombre de grands électeurs qui nous étaient acquis en principe.

Depuis, nos élu-e-s ont été rejoint-e-s par 3 autres sénateurs, dont 2 écologistes. Le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste compte donc 15 membres et devient le principal opposant de gauche à Macron au Sénat.

Si le gouvernement tente d'apaiser les colères des élus locaux, les congrès de l'AMF et de l'ADF qui vont se tenir cet automne, s'annoncent comme des caisses de résonance de leur mécontentement.

À Grigny, le 16 octobre, vont se tenir les états généraux de la politique de la ville et, comme l'a annoncé Philippe Rio, maire de Grigny, c'est, « un coup de gueule » qui va s'exprimer contre la politique au service des riches. Ce sera l'occasion de faire entendre les revendications et propositions des acteurs et élue-s de ces quartiers et des communes concernées.

Bien d'autres luttes et mobilisations seraient à citer, par exemple pour le maintien et le développement du rail.

Je viens de vous livrer un inventaire à la Prévert, mais n'est ce pas nécessaire pour prendre acte de cette mobilisation qui grandit et se diversifie avec des organisations, des acteurs nouveaux qui s'engagent contre la politique du gouvernement, et prendre acte de la prise de conscience du caractère libéral et autoritaire du projet de Macron ?

Nous entendons, et c'est juste, l'envie de convergences de toutes ces mobilisations, une aspiration aussi à l'unité et au rassemblement de toutes les forces. C'est évidemment ce à quoi nous voulons travailler, mais en ayant à l'esprit qu'il faut éviter tout ce qui pourrait empêcher l'élargissement du mouvement social mais, au contraire, faire tous les gestes pour y parvenir.

Ce que nous pouvons constater, c'est que le clivage droite-gauche que la campagne de Macron, son élection et celles des députés LREM voulaient balayer, accélérant les recompositions politiques pour mieux servir son projet de destruction du modèle social français, se réinstalle dans le pays. Après avoir siphonné pour son élection une partie du PS, c'est avec des personnalités et une partie de droite, qu'il met en place sa politique.

Dans les enquêtes d'opinion, c'est l'électorat de droite qui apporte son soutien à Macron. C'est à gauche qu'il décroche.

Dans l'enquête Ifop sur « être de gauche aujourd'hui », le clivage gauche-droite reste un marqueur clair pour 69% des personnes se disant de gauche. Ce clivage apparaît aussi sur des valeurs, des marqueurs significatifs. A noter que le mot communisme est jugé comme positif par 33% des personnes de gauche.

C'est dans cette nouvelle période politique que nous avons à déployer nos initiatives et notre bataille politique de manière offensive.

Les communistes sont dans l'action, participent à faire grandir les mobilisations, prennent des initiatives de débats sur les ordonnances, et sur d'autres sujets, engagent des batailles contre la casse du logement social, de l'industrie, les suppression d'emplois, les contrats aidés. La réunion des secrétaires fédéraux d'il y a 15 jours en témoignait : réussite de la Fête de l'Humanité – tant (dans le nombre de participant-e-s en augmentation, que dans l'esprit combatif qui en émanait), l'élection, quelques jours après, d'un groupe de sénateurs et sénatrices communistes, le mouvement social en cours, la combativité de nos parlementaires participent d'un état d'esprit

plutôt positif et combatif des communistes, même s'ils restent conscient·e·s des difficultés et des efforts à fournir.

Nous avons participé aux marches pour la paix du 23 septembre qui ont rassemblé 15 000 personnes en France sur une quarantaine de sites, contre une quinzaine l'an passé.

J'en profite pour exprimer notre satisfaction et notre fierté de l'attribution il y a tout juste une semaine, du Prix Nobel de la Paix au réseau ICAN et à la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires.

Le Mouvement de la paix qui tiendra son congrès fin octobre—début novembre et qui est à l'initiative du rassemblement de 130 organisations pour ces marches annuelles mène notamment une campagne de pétition pour contraindre les autorités françaises à engager notre pays dans le processus d'adhésion et ratification de ce traité.

Nous vous proposons de poursuivre, pour notre part, l'effort de mobilisation et d'élargissement avec ce même objectif et l'inscrire pleinement dans la mise en place au cours de semaines et mois qui viennent une campagne de longue durée « La grande paix humaine est possible ».

Les communistes sont aussi engagé·e·s dans des initiatives pour la libération de Salah Hamouri, dans la constitution de comités de soutien Plus largement, c'est l'engagement du Parti qu'il faut poursuivre dans les actions du Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens et pour la reconnaissance de l'État palestinien. Pour information, deux délégations, l'une du PCF, et l'autre de maires et élu·e·s du réseaux Marwan Barghouthi sont organisées en octobre et novembre.

La question européenne, elle, retient toute notre attention avec, évidemment, la situation en Espagne et la tenue du référendum en Catalogne. Nous avons dénoncé et condamné la politique de tension et le coup de force du gouvernement Rajoy envers le gouvernement de Catalogne, ainsi que les actes de répression, de violence.

Quelle issue à cette crise politique, cette crise de régime entre le gouvernement espagnol et le gouvernement de Catalogne ? Si le président de Catalogne a suspendu cette semaine la déclaration d'indépendance, le climat de tension et d'affrontement reste vif. Les organisations progressistes de Catalogne et d'Espagne appellent à la négociation politique pour engager un processus de révision constitutionnelle, en proposant d'aller vers une république fédérale, dans un état plurinational. Malgré les appels à une intervention et à une médiation européenne de leur part, notre gouvernement et l'Union européenne apportent leur soutien au pouvoir espagnol, jugeant que c'est une affaire interne.

La crise en Espagne embarrasse l'exécutif européen, car elle a aussi quelque chose à voir avec la crise européenne. Une crise européenne que Macron entend dépasser, en se présentant comme l'homme de la refondation de l'Europe. Une refondation axée sur la fuite en avant libérale, un fédéralisme accru se passant de la souveraineté des états, une Europe à plusieurs vitesses, un engagement militariste avec notamment la mise en place de l'Europe de la Défense. Il déclare, à raison, que ses prédécesseurs avaient fait « *avancer l'Europe malgré les peuples* ». Pourtant les mesures qu'il promeut apparaissent dépassées et éculées. Ces discours démontrent l'impossibilité de refonder l'Union européenne en suivant les recettes ayant conduit à son fonctionnement actuel, sans rompre avec les logiques économiques et politiques qui la sous-tendent. Il démontre en même temps la justesse de notre combat... Aussi, notre implication pour la réussite du forum

du PGE à Marseille, les 10 et 11 novembre, va être déterminante. Elle devra également, dans sa préparation et dans ses suites, irriguer le PCF.

Nos initiatives, notre campagne politique

Son objectif est de faire reculer, stopper l'entreprise de casse sociale de Macron, de la finance, et promouvoir, agir pour des solutions de progrès social.

Comme je le disais précédemment, les communistes, avec les parlementaires, sont déjà bien engagé-e-s dans le combat contre la politique de ce gouvernement et prennent des initiatives en les avec les citoyen-ne-s, le salarié-e-s en lutte.. sur telle ou telle bataille en cours.

Nous avons dans cette période à proposer une initiative politique, à lui donner un axe général, une colonne vertébrale.. Face à la cohérence du projet de Macron et son gouvernement, nous voulons faire converger les différentes luttes pour porter d'autres choix, dans le prolongement des avancées sociales du siècle dernier. Nous voulons un nouveau progrès social pour une France meilleure et plus juste.

Il ne s'agit pas d'engager une nouvelle campagne, à côté, en plus, des initiatives que nous prenons dans les départements et nationalement, mais de les y inclure pour leur donner cohérence et force, dans une bataille, à installer dans la durée et que nous pourrions appeler « Stop à la politique de Macron, un nouveau progrès social pour la France ».

Il s'agirait de proposer à toutes celles et ceux qui luttent contre la politique d'Emmanuel Macron, aux forces syndicales, associatives et politiques engagées dans le mouvement social actuel de construire dès maintenant l'alternative à ce pouvoir autour de cinq grands enjeux :

1. STOP à la loi travail et à la casse de la Sécurité sociale ! Créons une nouvelle sécurité de l'emploi.
2. STOP à la vente de nos industries ! Engageons un renouveau industriel pour la France.
3. STOP à la casse de nos services publics à l'échelle nationale comme dans les collectivités locales ! Construisons un service public du XXI^e siècle.
4. STOP au mal-logement ! Un droit au logement pour tou-te-s.
5. STOP aux cadeaux aux actionnaires et aux plus riches ! Agissons pour la justice fiscale et de grandes banques publiques

Comment la décliner ?

Déjà, la présenter publiquement dès lundi en tenant une conférence de presse, avec Pierre Laurent et nos parlementaires.

Et dans la suite, nous pourrions, dans les départements, en faire une présentation publique, engager une série de rencontres dans les départements avec les syndicats, les associations pour échanger, et présenter notre campagne. Voyons bien qu'il y a aussi des attentes, des sollicitations envers nous : par exemple, la rencontre, le 10 octobre, avec la JOC qui s'engage dans une

campagne pour l'emploi digne des jeunes, et que nous soutenons ; ou encore la rencontre, hier, avec les associations de solidarité et du logement.

Nous pourrions notamment mettre à disposition des cahiers du progrès social pour soumettre nos propositions et recueillir celles des citoyen·ne·s, des salarié·e·s, acteurs associatifs, culturels, économiques...

Aider aussi à tenir des initiatives (rencontres, débats, rassemblements), les recenser, les rendre visibles sur telle ou telle bataille : ici sur le logement, là sur les ordonnances travail, avec les pétitions à déposer à l'Élysée, mais également sur l'industrie et ailleurs sur l'hôpital, l'université, etc. Des initiatives qui seraient autant d'espaces pour entendre les revendications, mettre à disposition nos propositions et porter ensemble des solutions.

Il s'en tient déjà dans les départements, avec la participation des parlementaires qui sont bien sollicités. Nous avons à donner à cette multitude d'actions un caractère national pour rendre visible cette campagne.

Nous pourrions aussi construire des propositions de lois avec les parlementaires. Je lisais que Fabien Roussel évoquait le projet de construire ce qu'il appelle un « contre-budget » à celui du gouvernement. Cela pourrait faire partie de cette campagne.

Ensuite, nous proposons d'organiser une première étape nationale de cette campagne par la tenue d'**états généraux du progrès social** ouverts à tous les citoyen·ne·s et à toutes les forces qui partagent cette démarche. Ces états généraux pourraient se tenir le 3 février prochain.

Ils seraient un lieu où se mêleraient les témoignages des luttes, l'expression des revendications, de propositions et de construction de solutions de progrès social. Ce pourrait être aussi le lieu où une autre étape de cette campagne pourrait être proposée et lancée, comme une mobilisation populaire pour porter les mesures indispensables à une révolution sociale.

Voilà les propositions, que le CEN propose de mettre en débat et ensuite en œuvre dans le pays.

Une résolution reprenant le principaux éléments sur la situation et sur la campagne vous sera distribuée. Nous pourrions l'adopter en fin d'après-midi.

La consultation des communistes est concrètement lancée, nous en parlerons demain matin ainsi que de la préparation de l'assemblée du 18 novembre.

Je vous invite à nouveau, chacune et chacun à vous y impliquer très activement, à définir un objectif d'animation et de rencontres avec les adhérent·e·s, suivant vos responsabilités dans le Parti : collectif de travail, commissions nationales, ou locales.

J'en terminerai en vous invitant à participer et à faire participer aux initiatives politiques, culturelles et historiques que nous organisons pendant un mois, à l'occasion du centenaire de la Révolution d'octobre 1917. Vous avez certainement parcouru le programme, il est très riche et de grande qualité et permet à la fois un apport et une réflexion historique, ainsi qu'une réflexion sur l'actualité et les enjeux d'avenir.

En votre nom, je tiens à remercier plus particulièrement Frédérick Genevée et Lydia Samarbakhsh qui ont conçu cet événement, ainsi que tous ceux et celles qui participent à sa réussite.

Conseil national – 14 octobre 2017

Introduction – Émilie Lecroq

Cher-e-s camarades,

Voici un mois que la consultation des communistes, en vue de notre congrès extraordinaire, est lancée. Notre conseil national d'aujourd'hui se situe à mi-chemin entre le lancement de la consultation et l'assemblée nationale des animatrices et animateurs du 18 novembre.

Une grande majorité des fédérations a désormais entamé le travail et mis en place des dispositifs d'animation avec des formes diverses, selon les départements avec un responsable bien identifié, un collectif d'animation ou sous la responsabilité des exécutifs. Il nous manque encore des informations sur quelques départements, mais c'est un début positif. De nombreux mails nous parviennent à la suite de la lettre d'animation hebdomadaire pour nous faire part de rencontres qui vont se tenir dans les prochains jours : Réunions des secrétaires de section, Assemblées départementales, AG de section, réunions par quartier ou de cellule... dans de très nombreux endroits, la campagne est donc désormais lancée.

A l'heure actuelle, la grande majorité des réponses à la consultation sont des réponses en ligne. Plus de 4 000 adhérents ont pris le temps de répondre à cette consultation pour verser leur avis au débat.

Et beaucoup d'autres nous signalent, par mail, qu'ils l'ont fait sur papier et nous le transmettront via leur section ou leur fédération.

Le profil des adhérents qui répondent en ligne est très divers d'un département à l'autre. On y retrouve des animateurs locaux du parti comme des adhérents plus éloignés de nos structures, des adhérents pour qui nous ne possédions plus les bonnes coordonnées postales, par exemple.

Ceci est un résultat extrêmement encourageant, il montre l'intérêt des communistes quand on leur demande de donner leur avis et de participer au débat préparatoire du congrès. Ces premiers résultats sont des éléments de confiance pour élargir le nombre de communistes que nous sollicitons avec le document de consultation.

Si nous maintenons l'ambition de consulter, d'inviter aux débats un nombre important d'adhérents du PCF, il nous faut prendre l'ensemble des dispositions de directions

nécessaires, dans la diversité de nos responsabilités, pour aller à la rencontre de ces adhérents, pour les inviter à débattre des enjeux du congrès.

Il ne s'agit pas là d'ajouter un supplément d'âme à une démarche expérimentale mais de réussir la première étape de ce congrès extraordinaire à venir dont chacun, chacune, s'accorde à dire qu'il doit être vraiment novateur, le fond, comme la forme.

L'un des premiers éléments qui donnera un caractère extraordinaire à ce congrès sera le nombre de communistes que nous serons en capacité de lier aux débats. Ceci est vrai nationalement mais également au niveau local comme départemental.

Lier le plus grand nombre d'adhérents de notre parti à nos actions et à nos réflexions est un travail essentiel pour les animateurs que nous sommes. C'est un élément important pour la mise en mouvement d'un plus grand nombre d'adhérents de notre parti, pour faire bouger les rapports de force, pour gagner en ampleur et efficacité dans la diffusion de nos idées dans la société.

Le document de consultation est un outil pour cela.

Durant les prochaines semaines, et jusqu'au 18 novembre, il nous faut donner plus de force au travail entamé en l'étendant aux communistes que nous voyons moins régulièrement ; cela nécessite des plans de travail, territoire par territoire.

Si des doutes ont pu exister et persistent toujours autour du document de consultation, aujourd'hui une majorité des animateurs s'accordent à dire que c'est un outil utile pour aller à la rencontre d'un nombre important de communistes.

Pour dépasser les appréhensions qui peuvent perdurer, il nous faut ainsi poursuivre nos efforts de direction en explicitant les objectifs de cette consultation.

En effet, l'ambition avec cette consultation n'est pas seulement de récolter l'avis mais de faire débattre, de faire réfléchir autour de nos objectifs.

Elle participe à éclairer les obstacles que nous rencontrons comme à identifier nos points d'appui.

Elle crée, d'emblée, une première dynamique autour du diagnostic des transformations nécessaires à opérer dans notre parti.

En ouvrant la réflexion personnelle tout en donnant une impulsion aux échanges collectifs, la consultation ne vise évidemment pas à se substituer aux travaux qui construiront le congrès à venir mais elle en amorce le cheminement, et particulièrement celui choisi par les communistes. C'est un outil important pour nos directions pour inviter chacun à

s'engager dans le débat et par la même dans l'avenir de notre organisation.

Cette invitation qui leur est faite - on le lit dans les mails, on l'entend dans les appels reçus à la vie du parti - bien des adhérents s'en emparent, avec sérieux, volonté, et enthousiasme.

A la suite de leurs réponses, de nombreux camarades poussent le débat plus loin en nous communiquant des contributions individuelles ou collectives, des comptes rendu de réunion, sur les sujets qui leur semblent important d'aborder à l'occasion de notre congrès.

Le nombre de consultations remplies, les comptes rendu, tout comme les contributions qui nous parviennent sont autant d'éléments qui permettront de préparer et de définir les propositions mises en débat le 18 novembre.

La journée du 18 novembre est importante.

Elle doit nous permettre à partir de ces éléments recueillis, d'établir collectivement la liste des chantiers de travail, l'ordre du jour, ainsi que la méthode de préparation du congrès.

Pour faire de cette assemblée un moment de travail collectif et efficace, je vous propose de désigner une commission qui sera chargée de formuler une synthèse et des propositions pour la journée du 18 novembre.

A partir des contributions, des comptes rendu et des résultats de la consultation des communistes, cette commission travaillera des propositions sur les sujets à l'ordre du jour de cette rencontre.

Ces propositions, concernant les chantiers et la méthode de préparation de notre congrès, seront alors débattues et enrichies, en ruches et en séance plénière, afin de finaliser les questions à l'ordre de jour et les méthodes de travail, de débats et d'élaboration collective.

La commission, bien évidemment à parité, présidé par Pierre Laurent, pourrait se composer de Thierry Aury, Frédéric Boccarra, Vincent Bouget, Céline Brulin, Marie-Christine Burricand, Nicolas Cossange, Isabelle De Almeida, Cécile Dumas, Frédéric Genevée, Colette Gerguen, Yann Le Polloctec, Céline Malaisé, Corinne Matignon, Gilles Ravache, Guillaume Roubaud Quashie, Anne Sabourin, Aymeric Seassau, Nathalie Simonnet et moi même .

Concernant l'assemblée du 18 novembre, les secrétaires fédéraux, les membres du Conseil national ainsi que les parlementaires sont invités à participer à cette rencontre.

Pour les animateurs et animatrices de section, afin de prendre en compte la diversité de situation des sections du parti, et sur la base des cotisants ADF, la répartition est la suivante:

Un animateur de section pour les sections entre 10 et 100 cotisants ADF et un animateur supplémentaire, donc 2, pour les sections à plus de 100 cotisants ADF.

Il est à la charge de chaque fédération de communiquer à la vie du parti, le ou les noms des secrétaires de sections ou animateurs / animatrices de sections concernés.

Enfin je vous propose aussi que chaque membre du Conseil national et chaque secrétaire fédéral, présent aujourd'hui, puisse participer à une part du travail que devra effectuer la commission dans le cadre de la préparation du 18 novembre.

Pour ce faire, les travaux de cet après-midi se dérouleront donc en atelier. L'objectif dans chaque atelier sera de travailler à identifier les chantiers à traiter ainsi que la méthode de préparation du congrès. Deux animateurs désignés par atelier sont chargés de faire un compte-rendu écrit. Les comptes rendus des ateliers seront ainsi versés aux travaux de la commission.

Les éléments que nous avons et continuons de recueillir issus de la consultation vont nous aider dans ce travail. Ce sont des indications précieuses sur les questions que se posent les communistes.

Pour exemple, à ce jour, on peut ainsi avancer que plus de 90 % des communistes consultés indiquent la question de la communication comme faisant partie des questions qu'il nous faudra aborder lors de notre congrès.

La question « De quel parti avons-nous besoin ? », avec des portes d'entrées pour l'aborder diverses, est aussi pointée comme une question importante à traiter, cela par plus de 88 % de communistes consultés. Il en est de même concernant la question « De qui voulons nous être le parti ? ».

La question relative au dynamique de changement, celle du rassemblement et de la gauche figurent également comme des éléments importants à aborder pour les communistes.

A ceci nous pouvons ajouter les comptes rendu de réunion, qui pointent, pour une partie d'entre eux, la questions des mutations de la société, notamment concernant le travail. Il nous faut les analyser pour prendre en compte toutes les nouvelles dimensions des défis

qui sont devant nous pour inverser les rapports de force.

Voici donc, pour le moment, quelques indications partielles qui ressortent fortement des premiers retours des consultations en notre possession et qui peuvent être utiles pour nos discussions à venir.

Toutes ces réponses constituent des éléments précieux qu'il nous faudra analyser avec finesse pour prendre en compte l'ambition et les attentes qu'expriment les communistes pour le congrès à venir, afin de définir des chantiers et une méthode de travail à la hauteur des enjeux, des attentes.

La méthode de travail des chantiers doit permettre de maintenir un haut niveau d'ambition de participation des communistes. C'est pourquoi cette question de méthode doit être considérée avec tout autant d'importance que la définition des thèmes des chantiers que nous devons travailler.

Nos chantiers doivent permettre bien-sûr le débat d'idées mais également des espaces d'expérimentation afin de commencer à initier les dynamiques qui nous paraissent indispensables pour demain.

Ils doivent être des lieux, des moments de débats internes, sans pour autant se priver des intelligences, des expériences qui existent et se vivent dans la société, et dans les cercles proches de nous. Ainsi nous pourrions, par exemple, certainement nourrir notre réflexion de tous les apports qui vont traverser les rencontres, les initiatives que le parti a programmé dans ces prochaines semaines et mois.

En effet, ce sera, sur des thèmes et dans des configurations diverses, chaque fois l'occasion d'échanger, avec des intervenants de qualité, intellectuels ou acteurs impliqués dans différents cadres de la société.

Je pense par exemple au programme organisé à l'occasion du centenaire d'Octobre 17 qui vient de débiter, au forum européen à Marseille en novembre, aux rencontres Niemeyer de janvier 2018, aux états généraux du numérique en mars ou encore à la Convention nationale pour l'art, la culture et l'éducation populaire, et bien-sûr les États généraux du progrès social décidés hier.

Avec ce congrès, nous voulons bâtir, à partir des aspirations qui existent dans le parti, dans la société.

Et parce que l'action nourrit les échanges et la réflexion, l'ensemble des initiatives que nous prendrons, les espaces de dialogues que nous initierons, compteront pour atteindre cet objectif.

Je souhaite finir avec les mots de Sénèque :

« Ce n'est pas parce les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles ».

Merci.

Commission de préparation de l'assemblée des animateurs et animatrices de section

Pierre LAURENT, président

Céline BRULIN

Thierry AURY

Marie-Christine BURRINCAND

Frédéric BOCCARA

Isabelle DE ALMEIDA

Vincent BOUGET

Cécile DUMAS

Nicolas COSSANGE

Colette GERGEN

Frédéric GENEVÉE

Émilie LECROQ

Yann LE POLLOTEC

Céline MALAISÉ

Gilles RAVACHE

Corinne MATIGNON

Guillaume ROUBAUD-QUASHIE

Anne SABOURIN

Aymeric SEASSAU

Nathalie SIMONNET

STOP à la casse sociale de Macron
Un nouveau progrès social pour la France
- États généraux le 3 février à Paris -

En quelques mois, **Macron veut casser les piliers du modèle social et productif français.**

Dégradation des droits des travailleurs-euses avec la loi travail et demain des chômeurs-euses avec la réforme de l'assurance chômage, casse programmée des retraites, bradage du potentiel industriel de la France, attaque contre le droit au logement, casse des services publics, communes et départements menacés ne plus avoir les moyens d'agir pour leur population... Est-ce cela la modernité promise par le Président ? Cette offensive contre notre modèle social s'inscrit en réalité dans la continuité des politiques libérales et de droite de ces dernières décennies, qui n'offrent aucun espoir d'une vie meilleure à nos concitoyen-ne-s.

Nous voulons un changement de société. Il appelle un nouveau progrès social en France et en Europe. Cela implique de s'attaquer au coût du capital, de placer la politique économique et monétaire au service de nos objectifs sociaux et de conquérir de nouveaux pouvoirs d'intervention des citoyen-ne-s et des travailleurs-euses.

À qui profite une telle politique ?

Les licenciements facilités, le contrôle accru des chômeurs et la baisse de leur indemnisation développeront la concurrence entre les travailleurs pour le seul profit des patrons. La vente de nos industries ira garnir le portefeuille des actionnaires au détriment de nos capacités productives nationales. La réforme du logement enrichira les spéculateurs. La casse de la Sécurité sociale ouvrira un gigantesque marché aux assureurs au détriment de la santé des Français-e-s. La baisse des moyens des services publics, la disparition des départements et les nouvelles règles de gestion imposées aux collectivités livreront au privé leurs missions essentielles à la réponse aux besoins des populations.

C'est une politique sans avenir, au service du capital financier, faite par les riches pour les riches, au détriment de l'immense majorité des Françaises et des Français et de l'avenir de notre planète.

Les problèmes de la France ne sont créés ni par les chômeurs, ni par les pauvres, ni par les fonctionnaires, ni par les immigrés. Pendant que chacun d'entre-nous est incité à pointer du doigt son voisin, et alors que le racisme progresse, les plus riches du pays s'organisent avec Macron pour réduire nos droits à toutes et tous. **Le problème de la France est que ses dirigeants successifs ne servent que l'appétit des actionnaires, des banquiers, des spéculateurs. Ce sont eux les assistés du pays ! Il est temps de leur reprendre le pouvoir.**

D'autres choix sont possibles dans le prolongement des avancées sociales du siècle dernier. Nous voulons un nouveau progrès social pour la France.

Depuis plusieurs semaines, des centaines de milliers de citoyen-ne-s se mobilisent pour dire STOP à cette politique. Depuis le début les communistes et leurs parlementaires sont à leurs côtés, mobilisé-e-s dans la rue, à l'Assemblée nationale et au Sénat contre les projets gouvernementaux. Avec eux, nous pensons que la France mérite mieux. **Les communistes proposent à toutes celles**

et ceux qui luttent contre la politique d'Emmanuel Macron, aux forces syndicales, associatives et politiques engagées dans le mouvement social actuel, de construire dès maintenant l'alternative sociale à ce pouvoir autour de cinq grands enjeux :

- **STOP à la loi travail et à la casse de la Sécurité sociale ! Créons une sécurité de l'emploi et de la formation**

La création de la Sécurité sociale par le ministre communiste Ambroise Croizat a représenté une avancée considérable toujours essentielle pour l'immense majorité des Français-e-s. Au lieu de s'y attaquer et d'amplifier l'insécurité sociale, n'est-il pas nécessaire de la défendre et, au-delà, d'étendre cette sécurité au domaine de l'emploi ? Devant les transformations du travail par la révolution numérique, les inégalités professionnelles femmes-hommes grandissantes, notre priorité doit être de sécuriser l'emploi et de développer la formation pour sécuriser nos vies, les revenus de chacun-e, le temps libéré et l'égalité femme-homme. Ainsi nous pouvons faire reculer considérablement le chômage jusqu'à l'éradiquer. C'est en ce sens que les communistes ont déposé une proposition de loi pour une sécurité de l'emploi et de la formation.

- **STOP à la vente de nos industries ! Engageons un nouveau industriel pour la France**

L'investissement dans notre industrie a permis à la France de devenir un pays développé et indépendant en capacité de répondre aux besoins de son peuple dans des domaines essentiels comme l'énergie, le ferroviaire, l'automobile ou la navale. Plutôt que de la brader au plus offrant, n'est-il pas temps de hisser notre industrie à la hauteur des défis de notre siècle, du développement numérique à l'urgence écologique ?

- **STOP à l'austérité et à la casse de nos services publics à l'échelle nationale comme dans les collectivités territoriales ! Construisons un service public du XXI^e siècle**

La pauvreté atteint désormais 8,5 millions de personnes et ne cesse de s'aggraver : plus de 800 000 personnes en quatre ans ont basculé dans la pauvreté. Les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Leurs missions et le statut des femmes et des hommes qui les font vivre ont également joué un rôle essentiel au développement du pays en permettant de répondre à des besoins incontournables comme se déplacer, se soigner ou s'éduquer. Au lieu de les privatiser et d'affaiblir les collectivités territoriales qui les développent, ne devrions-nous pas les promouvoir pour qu'aucun territoire, aucun habitant de notre pays, n'en soit privé ? N'est-il pas temps d'en créer de nouveaux pour répondre aux défis du XXI^e siècle ?

- **STOP au mal-logement ! Garantissons le droit au logement à tou-te-s**

Le logement social a quant à lui permis à des centaines de milliers de familles de se loger dignement mais reste encore trop peu développé alors que la spéculation immobilière interdit à une part grandissante des Français-e-s de se loger dans les villes, où se concentrent l'emploi et les services essentiels à la vie quotidienne des populations. Au lieu de casser cette avancée, de baisser l'APL, de mettre en danger les bailleurs sociaux, n'est-il pas temps de mettre un terme au scandale des expulsions locatives et de construire un grand service public du logement et de l'habitat pour garantir le droit au logement à toutes et tous ?

- **STOP aux cadeaux aux actionnaires et aux plus riches ! Agissons pour la justice fiscale et de grandes banques publiques**

La fraude fiscale des riches atteint 80 milliards d'euros par an et l'État ne fait rien. Les grandes banques privées se font des milliards avec nos crédits ou nous en privent quand nous en avons besoin, elles spéculent et ne financent pas les PME qui créent des emplois de qualité et portent des projets utiles. N'est-il pas urgent d'en finir avec les cadeaux fiscaux aux entreprises, d'élaborer une grande réforme pour la justice fiscale et d'impulser une autre politique monétaire, un nouveau crédit, en France et en Europe, avec de grandes banques publiques ?

Les communistes engagent aujourd'hui une campagne nationale pour un nouveau progrès social pour la France.

Nous appelons les Françaises et les Français, à investir le mouvement social, à s'organiser, à participer aux prochaines journées d'action et à construire ensemble l'alternative sociale à la politique d'Emmanuel Macron.

Des cahiers du progrès social seront édités pour soumettre à nos concitoyen-ne-s nos propositions et recueillir les leurs. Dans tous les départements, des espaces de débats (réunions publiques, ateliers de travail...) seront mis à leur disposition pour définir ensemble les initiatives à prendre (pétitions, rassemblements, actions de solidarité...) pour construire cette alternative. Nos parlementaires seront associés pour travailler aux changements nécessaires dans la loi.

Le samedi 3 février prochain, nous proposons une première étape nationale de cette campagne à tous les Français-e-s et à toutes les forces qui partagent cette démarche par la tenue d'états généraux du progrès social. Pour gagner des avancées, nous avons besoin d'une démarche collective qui construise de l'unité politique. Les états généraux débattront des mesures indispensables à une révolution sociale et décideront des formes d'une mobilisation populaire nationale pour la porter.